



**CHRONIQUE
COMMERCIALE
AMÉRICAIN**

Le Japon et le Partenariat transpacifique

Volume 8, numéro 2, février 2015

Résumé analytique

Une édition spéciale de la Chronique commerciale américaine alors que nous avons invité M. Éric Boulanger, Co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est : Chine, Japon, Corée du CEIM, à nous brosser un portrait des contextes social, politique et économique japonais entourant les négociations du Partenariat transpacifique (TPP).

Contenu

Le Japon et le TPP : la stratégie commerciale de Tokyo et ses multiples embûches.	2
Études économiques et articles connexes ce mois-ci.....	9

Le Japon et le TPP : la stratégie commerciale de Tokyo et ses multiples embûches.



Éric Boulanger
Co-directeur, Observatoire de l'Asie de l'Est : Chine, Japon, Corée.

Depuis que le Japon a annoncé en 2012 sa participation aux négociations du Partenariat transpacifique (TPP), jamais il n'est apparu dans une position de force et encore moins comme un leader dans ce vaste projet de partenariat économique recouvrant une bonne partie de l'Asie-Pacifique. Dès le début des négociations, les commentaires de nombreux politiciens et bureaucrates n'apparaissaient pas très conciliants, ; sur un ton acariâtre, on ne craignait pas d'affirmer que plusieurs secteurs socioéconomiques devaient être gardés hors de portée des négociateurs, notamment l'agriculture et les services sociaux. Il faut noter la présence d'une ferme opposition au TPP au sein de la coalition politique au pouvoir, le Parti libéral-démocrate (PLD), lequel n'a jamais fait preuve d'unité face aux enjeux soulevés par ce traité commercial. Opposition également au sein du Kômeitô (parti politique), dont une frange importante demeure prudente en ce qui a trait aux conséquences des *Abenomics*. Finalement, opposition d'une part importante de la société (la plus réfractaire au TPP parmi les 12 pays participants aux négociations¹) et de certains secteurs de l'économie, notamment dans le monde rural qui ne manque pas de ressources financières pour contrecarrer les intentions libre-échangistes du gouvernement². Bref, le Japon se lançait dans de longues négociations en faisant preuve de peu d'enthousiasme. Et pourtant, il y avait bel et bien une grande stratégie commerciale en place avec le TPP comme fer de lance d'une libéralisation à grande échelle de l'économie nipponne.

La grande stratégie commerciale

Affichée à la fin de son mandat en 2012, la volonté du premier ministre Yoshihiko Noda du Parti démocrate du Japon (PDJ) d'amener le Japon à participer aux négociations du TPP a été réduite un peu trop rapidement à une simple tactique électorale pour se différencier du Parti libéral-démocrate (PLD) traditionnellement appuyé par le monde rural. Ce dernier est réfractaire au TPP et cette fois-ci, Tokyo pourrait bien ne pas être en mesure de résister aux de-

¹ Selon un document préparé par le think tank américain Pew Research Center : « Faith and Skepticism about Trade, Foreign Investment », 16 septembre 2014.

En ligne : <http://www.pewglobal.org/2014/09/16/faith-and-skepticism-about-trade-foreign-investment/>

² Par exemple, les activités bancaires de l'Union des coopératives agricoles (JA-Zenchu : elle est à la tête d'un réseau de plus de 700 coopératives agricoles et est farouchement opposée au TPP) détient des dépôts d'une valeur de 92 trillions de yens (984 milliards de dollars). Yuka Obayashi, « Farming reforms set to test Abe's resolve », The Japan Times, 4 février 2015.

En ligne : <http://www.japantimes.co.jp/news/2015/02/04/national/farming-reforms-set-to-test-abes-resolve/#.VNI7myhV-54>

mandes américaines en matière de libéralisation de son marché agricole. Le Japon a réussi à signer de nombreux accords de libre-échange (ALE) tout en refusant d'éliminer des tarifs douaniers sur 940 produits dont 850 sont des produits de l'agriculture et de la pêche³. L'intransigeance à peine voilée des Américains sur la libéralisation de ces deux secteurs fait craindre ni plus ni moins pour l'avenir de l'agriculture japonaise d'autant que la mise en vigueur du TPP pourrait bien faire passer le taux d'autosuffisance alimentaire du pays de 39 % à 13 %, réduisant à une peau de chagrin une agriculture immémoriale et, pour plusieurs, un axe fondamental de l'identité nipponne⁴.

Au-delà de la tactique électorale – qui n'a d'ailleurs pas fonctionné puisque le PDJ subissait la pire défaite électorale d'un parti politique au pouvoir depuis de la fin de la Deuxième Guerre mondiale – le premier ministre Noda annonçait une grande stratégie commerciale visant à hausser très rapidement le pourcentage des échanges soumis à des ALE de 18,2 % en 2013 à plus de 70 % en 2018. Le TPP enclencherait, pensait-on, un engrenage qui générerait l'essor rapide de partenariats économiques multilatéraux⁵.

Dans les mois suivants, les premiers cycles de négociation de l'ALE trilatéral entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud (ALE trilatéral)⁷, de l'ALE entre le Japon et l'Union européenne (ALE Japon-UE) et du Partenariat économique régional élargi (PERE) entre les pays de l'ASEAN+6 étaient enclenchés respectivement en mars, avril et mai de l'année 2013, confirmant la justesse de la grande stratégie commerciale du premier ministre Noda⁸. Il remettait au diapason, après plusieurs années de frictions, les ministères dominants et en faveur du libre-échange de la bureaucratie nipponne, le gouvernement et la grande entreprise sur la marche à suivre en matière de commerce international.

Pour en arriver à une véritable réforme structurelle de l'économie japonaise, le gouvernement semble incapable de mobiliser un capital politique assez puissant pour affronter les intérêts acquis de pans entiers de l'économie et de la société. L'objectif est clair : Tokyo veut imposer par la bande, à l'aide des négociations commerciales, cette réforme structurelle afin de hausser la productivité, faciliter l'activité des entreprises et accélérer la croissance de l'économie. Le gouvernement souhaite le faire plus spécifiquement par le biais de la dérégulation et de l'ouverture à la concurrence de l'industrie des services allant de la vente au détail aux soins médicaux, de la rationalisation et de la libéralisation de l'agriculture et des pêches, de la dérégulation ou du moins d'une restructuration du marché du travail pour hausser sa flexibilité, favoriser le travail des femmes et des travailleurs étrangers.

³ Miya Tanaka, « Farmers take Japan's place at TPP bargaining table », Kyodo News, 7 novembre 2010. En ligne : http://www.bilaterals.org/spip.php?page=print&id_article=18417&lang=en

⁴ Yasuo Watanabe, « Outlook for Japanese Food Security and Trade Policies », International Food and Agricultural Trade Policy Council, 17 mai 2012.

En ligne : http://www.agritrade.org/events/documents/Panel1_watanabe_17052012.pdf

Y. Watanabe est un haut fonctionnaire du ministère japonais de l'Agriculture, de la Forêt et des Pêches.

⁵ Aurelia George Mulgan, « Japan, US and the TPP : the view from China », East Asia Forum, 5 mai 2013. En ligne : <http://www.eastasiaforum.org/2013/05/05/japan-us-and-the-tpp-the-view-from-china/>

⁷ C'est la Chine qui a proposé pour la première fois en 2004 un ALE trilatéral, mais c'est seulement à partir de 2010 que Tokyo a commencé à s'y intéresser sérieusement. Shinji Furukawa, « Repairing the tripartite ties », The Japan Times, 3 mars 2004.

⁸ Voir son discours à la Diète, le 29 octobre 2012 : « Policy Speech by Prime Minister Yoshihiko Noda to the 181st Session of the Diet », Kantei (Résidence du premier ministre), Tokyo. En ligne : <http://japan.kantei.go.jp>

Après la victoire électorale du PLD en décembre 2012, Shinzo Abe fait de la réforme structurelle la troisième flèche de ses *Abenomics*, mais l'absence de progrès véritable dans ce domaine indique qu'à l'instar des gouvernements précédents, il est difficile, non pas d'enclencher des réformes – le Japon est dans la saison des réformes depuis deux décennies – mais de mobiliser les forces politiques autour d'un projet réformiste de l'économie développementaliste. Le Japon a réussi plusieurs grandes réformes : principalement celles du mode de scrutin électoral, de la haute fonction publique, du cabinet, du système juridique, de la gouvernance des entreprises, du système financier, mais en ce qui a trait aux réglementations « dures comme la pierre » – pour reprendre les mots du premier ministre Abe – il n'existe aucun consensus sur la marche à suivre et encore moins sur la vision de ce que devrait être le Japon post-développementaliste. L'ouverture commerciale demeure ainsi la seule voie possible à suivre, du moins à moyen terme. Ce n'est donc pas un hasard si le ministre en charge du TPP, Akira Amari est également le ministre en charge de la Revitalisation économique (et également l'un des rares politiciens du PLD à être membre de l'Association d'amitié parlementaire Japon-Chine). Malgré sa volonté bien affichée de faire « éclater les réglementations dures comme la pierre », Abe a peu de chance de réussir « à forer » les intérêts acquis qui y sont associés. Il ne faut donc pas sous-estimer la volonté du gouvernement d'arriver à s'entendre avec ses principaux partenaires de négociation d'ici la fin de l'année, et ce, pour tous les accords multilatéraux en négociation. Le Keidanren (le Conseil du patronat japonais) reconnaît d'ailleurs l'importance stratégique du TPP pour le succès des *Abenomics* :

« With a view to implementing the growth strategy that forms the "third arrow" of Abenomics, the Japanese business community places great importance on concluding the Trans-Pacific Partnership (TPP) as an urgent task for promoting economic partnerships, which are a crucial element of the [growth] strategy. We regard TPP as the most promising route to creating a Free Trade Area of the Asia-Pacific (FTAAP) and an essential agreement for harnessing the dynamism of the fast-growing Asia-Pacific region and putting the Japanese economy back on the path of sustainable growth. The business community, including small and medium enterprises, has high hopes that the TPP will not only expand access to markets for goods and services, but also enhance competitiveness by making trade and investment rules suited to the 21st century, which will lead to the formation of global rules »⁹.

Le négociateur en chef du Japon pour le TPP, Koji Tsukuoaka soulignait également l'été dernier qu'au-delà des réformes structurelles, l'efficacité des chaînes de valeur est tributaire des accords multilatéraux de haut niveau comme le TPP :

« The global value chains will not be truly effective without a plurilateral and not bilateral approach. On top of that, a comprehensive and cross-cutting approach across all issues related to trade is necessary for covering a variety of activities in a production process along a value chain. A segmented silo style approach that addresses specific issues such as a bilateral investment treaty (BIT) has its limitation in coverage. When the TPP enters into force, it will boost export by tariff elimination of industrial goods as well as establish common rules on the economic activities such as intellectual property rights, services, investment, financial services, government procurement and e-commerce »¹⁰.

⁹ Keidanren, « Call for the Early Conclusion of the TPP Negotiations », 10 février 2014. En ligne : <https://www.keidanren.or.jp/en/policy/2014/009.html>

¹⁰ Koji Tsuruoka, « Keynote Speech », Naikakukanbô (Secrétariat du Cabinet), Tokyo, 15 juillet 2014. En ligne : http://www.cas.go.jp/jp/tpp/pdf/2014/08/140715%20syuseki_kouen.pdf

Et nous pourrions ajouter, tributaire également de la baisse de valeur du yen, un autre point central des *Abenomics*.

Les embûches et les difficultés d'amener à bon port cette grande stratégie

L'opposition au libre-échange a bien compris l'évolution de la politique commerciale de Tokyo qui embrasse depuis 2012 les ALE multilatéraux après plusieurs années durant lesquelles les accords bilatéraux avaient toute la priorité. Cette opposition demeure toujours très hétéroclite et fortement dépendante des humeurs changeantes des politiciens et de leurs intérêts locaux, de la politique de la coalition au pouvoir et des limites réelles imposées par la politique du consensus. Elle mène une dure campagne contre le TPP en affirmant que ce dernier est beaucoup plus qu'une simple tentative de libéralisation du commerce (comme cela pouvait être perçu dans le cas des ALE bilatéraux), mais bel et bien une « libéralisation systémique » de l'économie et de la société japonaises sur la base des « valeurs économiques américaines ». Les conséquences de la participation du Japon au TPP seraient vastes et multiformes : par exemple, le partenariat pourrait bien affaiblir l'universalisme du système de santé ou la régulation environnementale, réduire l'accès à Internet, amener une hausse des prix des médicaments, affecter le droit des consommateurs, sans compter qu'il sonnerait probablement le glas de l'agriculture locale¹¹.

À la suite de la rencontre à Ottawa des négociateurs en chef des 12 pays membres du TPP à l'été 2014, la probabilité qu'un accord soit atteint d'ici la fin de l'année apparaissait quasiment nulle et l'hypothèse d'un retrait volontaire ou non du Japon des négociations étaient sérieusement envisagées avec au premier plan la Nouvelle-Zélande en faveur de son exclusion si Tokyo refusait de libéraliser à grande échelle son marché agricole¹². On supposait alors que le Japon allait se rabattre à la fois sur le PERE, où les négociations allaient bon train, et sur l'ALE trilatéral lequel, malgré les difficultés rencontrées lors des négociations entre les parties, demeurait, selon le gouvernement, un élément central de sa politique commerciale et de la prospérité future du Japon. D'ailleurs, à l'automne 2014, les discussions reprenaient dans le contexte d'une volonté du gouvernement Abe de reconstruire les ponts avec la Chine après plusieurs années de confrontation à propos des îles Senkaku¹³. Ces deux accords, même s'ils ne sont pas des accords de haut niveau comme peut l'être le TPP, sont d'autant plus importants pour Tokyo qu'ils offrent à long terme une certaine forme d'institutionnalisation sur des bases légales de la division régionale du travail (de l'usine Asie) alors que le Japon en 2014 faisait 48 % de son commerce avec les pays asiatiques dont 20,3 % seulement avec la Chine.

¹¹ Clint Richards « Japan Can't Ratify the TPP This Year », *The Diplomat*, 20 octobre 2014. En ligne : <http://thediplomat.com/2014/10/japan-cant-ratify-the-tpp-this-year>.

On ne compte plus les associations professionnelles (juristes, médecins, dentistes, pharmaciens, comptables, gens d'affaires, etc.) qui sans s'opposer directement au TPP appellent le gouvernement « à la prudence ». C'est probablement la première fois depuis les années 1960, qu'un accord commercial engendre autant d'incertitude au sein de la société.

¹² Reuters, « Japan says Pacific trade talks agree broadly on labor, health issues », 13 juillet 2014. En ligne : <http://www.reuters.com/article/2014/07/13/us-trade-pacific-idUSKBN0FI05I20140713>

¹³ The Japan Times, « Abe sent message to Xi calling for bilateral summit : source », 4 août 2014. The Japan Times, « Abe meets Xi for first China-Japan summit in more than two years », 10 novembre 2014. En ligne : <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/11/10/national/politics-diplomacy/abe-xi-meeting-likely-monday-sources/#.VNJ5YyhV-54>

L'effet d'engrenage espéré par le gouvernement a porté fruit, mais la roue principale, le TPP, se retrouvait soudainement déconnecté de l'assemblage risquant de stopper la grande stratégie qui vise à placer le Japon au cœur d'une Asie-Pacifique libre-échangiste et en faire le « courtier » des intérêts asiatiques et occidentaux, conceptualisation souvent entendue de la diplomatie commerciale du Japon au sein du forum de l'APEC. De plus, avec en main 14 ALE bilatéraux signés dont un avec l'ASEAN¹⁴ et cinq autres en négociation dont un avec l'UE¹⁵, le Japon peut espérer se placer littéralement au cœur d'un commerce global de plus en plus tourné vers l'Asie tout en affaiblissant les prétentions hégémoniques de la Chine sur la région en l'intégrant dans un filet étroitement tissé de partenariats économiques qui cherchent à « multilatéraliser », à défaut de contenir, la puissance économique ascendante de la Chine.

Sans le TPP, cette grande stratégie tombe à l'eau, mais jamais le gouvernement n'a pensé se mettre lui-même hors-jeu en se retirant des négociations¹⁶. D'ailleurs, le 6 août 2014, alors qu'on ne donnait pas cher de la peau du Japon au sein du TPP, Hiroshi Oe, le négociateur en chef adjoint pour le TPP, affirmait que le Japon et les États-Unis avaient terminé le « triage » des enjeux et qu'ils étaient maintenant à l'étape de mettre des « chiffres dans les cases » indiquant que les négociations avaient atteint une nouvelle « station » en « route vers le sommet », c'est-à-dire vers la conclusion d'un accord¹⁷. En fait, rarement des négociations entre les États-Unis et le Japon ont été aussi houleuses comme en fait foi en septembre 2014 la sortie « furieuse » de Koji Tsuruoka, négociateur en chef du Japon pour le TPP, contre les médias qui n'écoutent selon lui que les conseillers en communication (*spin doctors*) du gouvernement américain offrant une image déformée de la réalité dans laquelle le Japon serait le seul obstacle à la conclusion d'un accord. Il relevait entre autres un point important de discord : le Japon n'impose aucun tarif sur les importations de voitures alors que les États-Unis protègent toujours leur marché et rechignent à y mettre fin. Tsuruoka et son équipe mettaient alors fin à la discussion en quittant précipitamment la salle créant, selon le *Wall Street Journal*, un « scandale » en laissant derrière eux « quarante sandwiches préparés par les négociateurs américains ». Koji Tsuruoka aurait alors affirmé au quotidien, transformant ce soi-disant scandale en métaphore : « There were no sandwiches in the room. The Americans perhaps had sandwiches hidden away somewhere in reserve, as a reward. That's the U.S. way »¹⁸. Il n'en demeure pas moins que le succès des négociations repose en grande partie sur le consensus relatif à l'accès au marché automobile américain et au marché agricole japonais que Washington et Tokyo seront en mesure de formuler.

¹⁴ Le Japon a également signé des ALE avec les pays suivant : Singapour, le Mexique, le Chili, la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brunei, les Philippines, la Suisse, le Vietnam, l'Inde, le Pérou et l'Australie. Ils sont tous en vigueur.

¹⁵ Le Japon poursuit également des négociations sur une base bilatérale avec la Mongolie, la Colombie, le Canada et la Turquie.

¹⁶ Guy-Philippe Wells, « Partenariat transpacifique : le Japon sous la pression des États-Unis », *Chronique commerciale américaine* du CEIM, vol. 7, n° 8, octobre 2014, p. 3. En ligne : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cca_2014-10_ver_1.1.pdf

¹⁷ The Japan Times, « Japan, U.S. take 'step forward' in beef, pork tariffs talks », 6 août 2014. En ligne : <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/08/06/business/economy-business/japan-u-s-take-step-forward-in-beef-pork-tariffs-talks/#.VNEfKihV-54>

¹⁸ Cité dans : The Economist, « Food Fight », 6 octobre 2014.

En ligne : <http://www.economist.com/blogs/banyan/2014/10/trans-pacific-partnership>

La réélection de Shinzo Abe et le second souffle du Japon

La réélection avec une forte majorité du gouvernement Abe en décembre 2014 a considérablement changé la donne en faisant de cette élection anticipée un référendum sur ses *Abenomics* : ceux-ci battaient de l'aile dans l'opinion publique, participant ainsi à l'effritement des appuis populaires du gouvernement qui avait, par le fait même, de moins en moins de légitimité pour entreprendre la réforme structurelle de l'économie, la soi-disant troisième flèche des *Abenomics* qui comprend entre autres une vaste libéralisation du commerce extérieur grâce notamment au TPP.

Abe a renversé le rapport de force entre l'exécutif et le parti qui en général en politique japonaise favorise le second au premier. L'influence du parti sur le processus législatif peut être déterminante pour un projet de loi. Par exemple, c'est le comité des affaires du PLD sur le TPP qui a déterminé en 2013 les cinq produits agricoles « sacrés » – le riz, le blé, le bœuf et le porc, les produits laitiers et le sucre – qui devaient être exemptés des négociations tout en spécifiant que le Japon devrait s'en retirer s'il ne pouvait garder intact sa grille tarifaire¹⁹. D'ailleurs, Abe avait déjà affaibli la « tribu » de l'agriculture (*norin zoku*) en faisant le pari de nommer à la tête du comité des affaires du PLD sur le TPP, son ministre de l'Agriculture, Koya Nishikawa, un membre de longue date du *norin zoku*. « Combatte le mal par le mal » s'est avéré un choix judicieux, puisque Nishikawa, en plus d'avoir une forte influence sur le parti et une bonne expérience dans les négociations entourant l'agriculture à l'OMC, a toujours défendu l'idée qu'une réforme de l'agriculture est inévitable. Il faut toutefois noter qu'il favorise une position modérée en ce qui a trait à l'ouverture commerciale, entre le protectionnisme mur à mur de l'époque de la guerre froide et une libéralisation intégrale²⁰.

Avec en main un plébiscite en faveur de ses *Abenomics*²¹, Abe est en mesure d'élargir sa marge de manœuvre. Ce n'est donc pas un hasard si la rencontre bilatérale entre les représentants du Japon et des États-Unis qui s'est terminée le 16 janvier dernier a été considérée comme fructueuse par les deux parties avec des progrès sur deux items litigieux : l'automobile et l'agriculture, alors qu'en novembre 2014 à Beijing aucun progrès n'avait été noté entre les deux partenaires. Il apparaît que les cinq produits agricoles sacrés ne seraient plus intouchables, le Japon proposant cependant une baisse des tarifs sur une période allant jusqu'à 15 ans, comme dans le cadre de l'ALE entre le Japon et l'Australie²². Hiroshi Oe²³ parlait alors

¹⁹ De plus, la Diète a également voté une résolution en ce sens, rendant l'adoption d'un futur accord sur le TPP par les deux chambres du parlement plus difficile si le Japon devait sacrifier, a fait remarquer Koji Tsuruoka (op. cit., 2014), ses tarifs à l'importation sur certains produits alimentaires.

²⁰ Aurelia George Mulgan, « Can Nishikawa resolve Japan's TPP agricultural impasse? », East Asia Forum, 9 septembre 2014. En ligne : <http://www.eastasiaforum.org/2014/09/09/can-nishikawa-resolve-japans-tpp-agricultural-impasse/>

²¹ Ce plébiscite en faveur des *Abenomics* demeure très fragile. La réélection du gouvernement Abe est aussi liée de près au désarroi de l'opposition partisane incapable de se présenter comme une alternative crédible au PLD.

²² The Japan Times, « Japan TPP offer chops beef tariffs to 9% over 15 years », 20 janvier 2015. En ligne : <http://www.japantimes.co.jp/news/2015/01/30/business/japan-tpp-offer-chops-beef-tariffs-9-15-years/#.VNJFzShV-54>

²³ The Japan Times, « Japan, U.S. target reaching broad TPP agreement at March meet », 17 janvier 2015. <http://www.japantimes.co.jp/news/2015/01/17/business/economy-business/japan-u-s-target-reaching-broad-tpp-agreement-at-march-meet/#.VNI7bihV-54>

d'une conclusion rapide de l'accord, peut-être au printemps lors d'une rencontre de tous les partenaires de négociation à Singapour.

Par contre, la grande stratégie commerciale de Tokyo continue de battre de l'aile. Les négociations pour le PERE et l'ALE trilatéral seraient au point mort depuis quelques mois. Les dernières rencontres n'auraient pas fait avancer les travaux jetant les deux schèmes dans l'impasse. Le quotidien *The Japan Times* rapportait que cette impasse est la conséquence d'une manœuvre sino-coréenne qui, pour réduire les bénéfices que le Japon pourrait retirer du TPP, vise à faire passer le taux de libéralisation des échanges dans le PERE et l'ALE trilatéral de 80 % à 40 %, mettant en péril l'objectif de Tokyo de faire passer à 70 % la valeur de son commerce extérieur soumis à des ALE²⁴ et nuisant à la compétitivité des chaînes de production japonaises. Il faudra donc attendre la prochaine rencontre des pays membres du PERE en février en Thaïlande pour voir si les autres pays accepteront cette manœuvre de la Corée et la Chine visant à dissoudre les objectifs de libéralisation, à moins bien sûr que cela ne soit en fin de compte qu'une tactique de négociation.

Conclusion

Il est fort probable que les pays membres du TPP vont s'entendre cette année et signer cet accord de partenariat économique construit sur mesure pour répondre aux enjeux du XXI^e siècle. Koji Tsukuoka, le négociateur en chef pour le TPP est clair à ce sujet (voir la citation plus haut) : le TPP est une étape stratégique vers la création de règles globales qui participeront directement au rehaussement de la compétitivité. Bref, le « compétitivisme », la pierre angulaire de l'économie mondiale, doit reposer sur un régime commercial global recouvrant tous les pays et tous les secteurs de l'économie. Tsukuoka pousse sa réflexion encore plus loin en affirmant que les politiques fiscale et monétaire devront être sujettes un jour ou l'autre à des accords de partenariat²⁵. Même si les Américains et les Japonais sont souvent sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la philosophie économique sous-jacente au TPP, l'obstacle ultime qui retarde un accord sur le TPP est ironiquement un enjeu typique du XX^e siècle : le protectionnisme américain en matière d'automobiles et le protectionnisme japonais en matière d'agriculture. Comment alors y mettre fin sans faire dérailler le TPP et l'évolution des politiques publiques vers un régime commercial global ?

²⁴ The Japan Times, « TPP success key to clinching other free trade deals », 6 janvier 2015. En ligne : <http://www.japantimes.co.jp/news/2015/01/06/business/economy-business/tpp-success-key-to-clinching-other-free-trade-deals/#.VNlxYyhV-54>

²⁵ Mitsuru Obe, « Japan TPP Negotiator Wonders Why Pact Excludes Monetary Policy », The Wall Street Journal, 17 juillet 2014. En ligne : <http://blogs.wsj.com/economics/2014/07/17/japan-tpp-negotiator-wonders-why-pact-excludes-monetary-policy/>

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

Donnan, Shawn. *US trade chief says Pacific deal is close*. Financial Times, 27 janvier 2015. En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/780076d2-a62f-11e4-abe9-00144feab7de.html?siteedition=intl#axzz3QzVQ1OQV>

International Center for Trade and Sustainable Development. *TPP Talks See Progress in New York as Officials Suggest Deal Within Months*. Bridges, Vol. 19, No 4, 5 février 2015.

En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/tpp-talks-see-progress-in-new-york-as-officials-suggest-deal-within-months>

Kurlantzick, Joshua. *The great deglobalizing*. The Boston Globe, 1^{er} février 2015. En ligne : <https://www.bostonglobe.com/ideas/2015/02/01/the-great-deglobalizing/a8TNmTd7pZNNtjhcK5hBZP/story.html>

Russel, Daniel R. *U.S. Policy Priorities for the East Asian and Pacific Region in 2015*. Département d'État des États-Unis, 4 février 2015. En ligne : <http://fpc.state.gov/237218.htm>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

